

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.681/4
DU 25 JANVIER 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 28 décembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif à la Commission régionale de développement", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Conformément à l'article 10, § 1^{er}, 2/, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2006 relatif au contrôle administratif et budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget, le projet d'arrêté doit être soumis à l'accord du Ministre du Budget.

En l'espèce, il n'apparaît pas que cette formalité aurait été accomplie.

Il appartiendra au Gouvernement d'y veiller.

Examen du projet

Observation générale

L'article 7, alinéa 10, du Code bruxellois de l'aménagement du territoire, ci-après le "CoBAT", prévoit que la Commission régionale de développement peut se subdiviser en "sections spécialisées".

Le projet d'arrêté n'envisage pas l'existence de ces "sections spécialisées". Par contre, plusieurs de ses dispositions - figurant, en l'occurrence, à l'article 8, 2/ et 3/, et aux articles 14 et 15, alinéa 1^{er} - font état de "groupes de travail" créés au sein de la Commission.

Si les "groupes de travail" en question ne sont rien d'autre que les "sections spécialisées" prévues par l'article 7, alinéa 10, du CoBAT, il convient d'utiliser cette dernière expression.

En tout état de cause, le projet d'arrêté doit être revu pour envisager l'hypothèse où, comme la disposition précitée du CoBAT en donne la faculté à la Commission régionale de développement, celle-ci décide de se subdiviser en sections spécialisées.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 4 du préambule, il convient d'écrire :

"Vu l'avis 47.681/4 du Conseil d'État, donné le 25 janvier 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;" ¹.

2. Afin de mentionner le ministre proposant et la délibération collégiale du Gouvernement, il convient de compléter le préambule de la manière suivante :

"Sur la proposition du Ministre-Président,

Après délibération," ².

⁽¹⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 36.1 et formule F 3-5-2.

⁽²⁾ *Ibid.*, recommandations n^{os} 41 à 43 et formules F 3-8-2 et F 3-9-2.

Dispositif

Article 1^{er}

Le texte gagnerait à être complété en vue d'indiquer expressément que, pour chaque membre effectif, il est désigné un membre suppléant.

En outre, plutôt que de charger les membres effectifs d'inviter leur suppléant à siéger à leur place en cas d'empêchement, mieux vaut prévoir que le suppléant siège en cas d'absence ou d'empêchement du membre effectif.

Enfin, selon la disposition en projet, les membres effectifs doivent "tenir informé" leur suppléant. La portée et l'objet exacts de cette obligation n'apparaissent pas clairement. Le texte doit être revu sur ce point, en veillant à s'assurer que les suppléants disposent effectivement des documents et des informations nécessaires pour prendre part aux travaux de la Commission lorsqu'ils siègent en lieu et place d'un membre effectif.

Article 2

1. Il conviendrait que le texte en projet indique les conditions et critères présidant au choix des "experts indépendants" visés à l'alinéa 1^{er}, 3/.

2. Il n'y a pas lieu de mentionner "l'ordonnance du 7 juin 2007 et du 14 mai 2009" afin de ne pas figer les références faites à l'article 7 du CoBAT ³.

À l'article 3, les mots "tel que modifié" appellent la même critique et seront omis.

⁽³⁾ Voir, sur les références à un texte, *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 74.

Article 3

1. En ce qui concerne la première phrase de l'alinéa 2, le texte doit préciser la portée exacte de la règle selon laquelle les instances consultatives doivent assurer "le respect de leurs diverses composantes".

2. Les alinéas 3 et 4 appellent les observations suivantes :

a) Telle qu'elle est formulée, la règle, figurant à l'alinéa 3, selon laquelle "les listes sont établies en tenant compte du principe que deux tiers des candidats doivent appartenir au groupe linguistique le plus nombreux et un tiers à l'autre groupe linguistique" s'applique - et s'applique uniquement - à l'établissement des listes de candidats et non pas à la nomination des membres de la Commission par le Gouvernement.

On se demande si telle est bien l'intention de l'auteur du texte.

Si l'auteur du texte entend bien soumettre l'établissement des listes de candidats à la règle envisagée, on se demande comment celle-ci pourra trouver à s'appliquer, dès lors que, pour fixer le nombre de candidats à proposer, l'alinéa 4 ne prévoit pas de multiple de trois.

En tout état de cause, le texte doit être précisé pour indiquer comment déterminer l'appartenance d'une personne à un groupe linguistique.

b) L'alinéa 3 prévoit aussi que les listes de candidats sont établies "en respectant l'ordonnance du 5 juillet 2001, modifiant l'ordonnance du 27 avril 1995 portant introduction d'une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, à savoir que les deux tiers au plus des membres d'un organe consultatif appartiennent au même sexe".

On peut se demander si l'auteur du projet d'arrêté n'a pas confondu deux règles distinctes qui figurent dans l'ordonnance du 27 avril 1995 précitée : d'une part, celle contenue à l'article 2, § 1^{er}, selon laquelle, "chaque fois qu'au sein d'un organe consultatif,

.../...

un ou plusieurs mandats sont à attribuer suite à une procédure de présentation, chaque instance chargée de présenter les candidatures est tenue de présenter, pour chaque mandat, la candidature d'au moins un homme et une femme" et, d'autre part, le principe énoncé par l'article 3, § 1^{er}, et applicable uniquement à la nomination des membres d'un organe consultatif, en vertu duquel "les deux tiers au plus des membres d'un organe consultatif appartiennent au même sexe".

En tout état de cause, l'ordonnance du 27 avril 1995 précitée s'applique par elle-même. Il n'y a pas lieu de la rappeler dans l'arrêté en projet.

Article 4

1. Au 1/ de l'alinéa 1^{er}, on remplacera le mot "national" par le mot "fédéral".

2. Le 3/ de l'alinéa 1^{er} prévoit une incompatibilité avec la qualité de "sénateur provincial" ou de "sénateur coopté".

Il n'existe plus de "sénateur provincial".

En outre, même lorsqu'il n'est pas élu direct, tout sénateur détient un mandat électif fédéral, de sorte que l'incompatibilité visée au 3/ l'est déjà au 1/.

La disposition à l'examen sera donc omise.

3. Au 4/ de l'alinéa 1^{er}, on remplacera les mots "aide sociale" par les mots "action sociale".

Article 5

1. Dans la première phrase de l'alinéa 1^{er}, on n'aperçoit pas pour quel motif admissible au regard du principe constitutionnel de l'égalité devant la loi le texte ne fait pas état de l'hypothèse où un membre de la Commission désigné en qualité d'expert indépendant devient membre d'une des instances consultatives visées à l'article 3 et, de ce fait, en vertu de l'article 4, alinéa 2, ne peut plus faire partie de la Commission.

2. L'alinéa 3 doit être complété pour permettre aux intéressés de faire valoir leurs observations.

Article 10

1. La question se pose de savoir pour quel motif admissible au regard du principe constitutionnel de l'égalité devant la loi le texte en projet distingue, d'une part, les cas dans lesquels la Commission ne délibère valablement que si la moitié des membres au moins sont présents et, d'autre part, les hypothèses où le quorum est fixé à seulement un tiers des membres.

Peut-être la distinction ainsi effectuée tient-elle au fait que, dans certains cas, la Commission régionale de développement dispose, pour donner ses avis, d'un délai de nonante jours ⁴, tandis que, dans d'autres cas, ce délai est de trente jours ⁵. En effet, il se conçoit que le quorum soit moindre dans ces dernières hypothèses que dans les premières. Si tel est effectivement le critère retenu pour justifier la distinction, il y a lieu de constater que, si l'alinéa 2 en projet fixe le quorum à un tiers dans plusieurs des cas dans lesquels le délai imparti à la Commission est de trente jours ⁶, il ne fait cependant pas

⁽⁴⁾ Voir l'article 18, § 5, l'article 25, § 5, et l'article 35, § 2, alinéa 2, du CoBAT.

⁽⁵⁾ Voir l'article 7, alinéa 2, l'article 18, § 1^{er}, alinéa 3, l'article 25, § 1^{er}, alinéa 3, l'article 33, § 1^{er}, alinéa 3, l'article 49, alinéa 4, et l'article 89, § 2, alinéa 3, du CoBAT.

⁽⁶⁾ À savoir les hypothèses visées à l'article 49, alinéa 4 (et non alinéa 5, comme l'indique erronément le texte en projet) et à l'article 89, § 2, alinéa 3, du CoBAT.

mention de tous les cas où ce délai s'applique ⁷. En outre, pourquoi le texte en projet fixe-t-il le quorum à un tiers dans une hypothèse où la Commission n'est pas tenue à priori par un délai déterminé ⁸ ?

Le texte sera revu sur ce point.

2. À l'alinéa 3, les mots "dans la semaine" sont ambigus; il est préférable d'exprimer le délai en jours ⁹.

Article 11

La portée exacte des mots "sans préjudice des articles 9 et 10" n'apparaît pas clairement.

Si l'auteur du projet veut dire qu'en fixant le délai dans lequel la Commission doit donner son avis, le Gouvernement doit s'assurer que puissent être respectées les dispositions des articles 9 et 10, le texte doit être rédigé en ce sens.

Article 16

Compte tenu de l'entrée en vigueur fixée par l'article 18 du projet, les mots "au 1^{er} janvier 2010" sont inutiles et doivent être omis.

(7) Qu'en est-il ainsi des cas visés à l'article 7, alinéa 2, à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 3, à l'article 25, § 1^{er}, alinéa 3, et à l'article 33, § 1^{er}, alinéa 3, du CoBAT ?

(8) Voir l'article 73 du CoBAT.

(9) Voir, sur la notion de "jour", *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 95, a).

Articles 17 et 18

Il convient d'inverser la disposition d'exécution et celle fixant l'entrée en vigueur.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
	G. DELANNAY,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur-chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

G. DELANNAY

P. LIÉNARDY

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.681/4
VAN 25 JANUARI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 28 december 2009 door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering "betreffende de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig de artikelen 10, § 1, 2/, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2006 betreffende de administratieve en begrotingscontrole evenals de begrotingsopmaak, dient het ontwerpbesluit voor akkoordbevinding te worden voorgelegd aan de Minister van Begroting.

In casu blijkt niet dat aan dat vormvereiste is voldaan.

Het komt de regering toe ervoor te zorgen dat dit vormvoorschrift vervuld wordt.

Onderzoek van het ontwerp

Algemene opmerking

In artikel 7, tiende lid, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, hierna te noemen het "BWRO", wordt bepaald dat de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie onderverdeeld kan worden in "gespecialiseerde secties".

Het ontwerpbesluit voorziet niet in het bestaan van die "gespecialiseerde secties". Daarentegen wordt in verscheidene bepalingen ervan - die *in casu* voorkomen

in artikel 8, 2/ en 3/, en in de artikelen 14 en 15, eerste lid, - gewag gemaakt van "werkgroepen" opgericht binnen de Commissie.

Als de "werkgroepen" in kwestie niets anders zijn dan de "gespecialiseerde secties" waarvan sprake is in artikel 7, tiende lid, van het BWRO, dient de laatstgenoemde benaming te worden gebezigd.

Hoe dan ook dient het ontwerp van besluit aldus te worden herzien dat ermee rekening wordt gehouden dat de Gewestelijke ontwikkelingscommissie, zoals haar bij de voormelde bepaling van het BWRO de mogelijkheid wordt gegeven, besluit om zichzelf in gespecialiseerde secties onder te verdelen.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het vierde lid van de aanhef behoort te worden geschreven :

"Gelet op advies 47.681/4 van de Raad van State, gegeven op 25 januari 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973" ¹.

2. Met het oog op de vermelding van de voordragende minister en van de collegiale beraadslaging door de regering, behoort de aanhef als volgt te worden aangevuld :

"Op de voordracht van de Minister-President,

Na beraadslaging," ².

(1) Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 36.1 en formule F 3-5-2.

(2) *Ibid.*, aanbevelingen nummers 41 tot 43 en formules F 3-8-2 en F 3-9-2.

Dispositief

Artikel 1

De tekst zou het best aldus aangevuld worden dat uitdrukkelijk wordt bepaald dat er voor elk werkend lid een plaatsvervangend lid wordt aangewezen.

Bovendien is het beter om, in plaats van de werkende leden ermee te belasten hun plaatsvervanger te verzoeken om in hun plaats te "zetelen" in geval van verhindering, te bepalen dat de plaatsvervanger zitting heeft in geval het werkend lid afwezig of verhinderd is.

Ten slotte moeten de werkende leden volgens de ontworpen bepaling hun plaatsvervangers "op de hoogte houden". De juiste reikwijdte en bedoeling van deze verplichting is niet onmiddellijk duidelijk. De tekst behoort op dit punt te worden herzien, waarbij ervoor dient te worden gezorgd dat de plaatsvervangers werkelijk beschikken over de stukken en inlichtingen die noodzakelijk zijn om te kunnen deelnemen aan de werkzaamheden van de Commissie wanneer ze in plaats van een werkend lid zitting hebben.

Artikel 2

1. In de ontworpen tekst zou moeten worden aangegeven welke voorwaarden en criteria gelden voor de keuze van de "onafhankelijke experts" waarvan sprake is in het eerste lid, 3/.

2. De woorden "gewijzigd door de ordonnantie van 7 juni 2007 en van 14 mei 2009" dienen te worden geschrapt om te voorkomen dat met de verwijzing naar artikel 7 van het BWRO alleen naar de thans geldende versie ervan wordt verwezen ³.

⁽³⁾ Zie, voor het verwijzen naar een tekst, *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 74.

In artikel 3 geven de woorden "zoals gewijzigd" aanleiding tot dezelfde kritiek, zodat ze eveneens moeten worden geschrapt.

Artikel 3

1. In verband met de eerste zin van het tweede lid moet in de tekst worden aangegeven wat de juiste reikwijdte is van de regel dat de adviesorganen kandidaten moeten voordragen "met inachtnaam van de verschillende componenten ervan".

2. Het derde en het vierde lid geven aanleiding tot de volgende opmerkingen :

a) In het derde lid wordt met de woorden "De lijsten worden opgesteld, rekening houdend met het principe dat twee derde van de leden tot de meest talrijke taalgroep moeten behoren en één derde van de leden tot de minst talrijke taalgroep" een regel geformuleerd die van toepassing is - en alleen van toepassing is - op het opmaken van de kandidatenlijsten en niet op de benoeming van de leden van de Commissie door de regering.

De vraag rijst of zulks wel de bedoeling van de steller van de tekst is.

Als het wel degelijk de bedoeling van de steller van de tekst is om het opmaken van de kandidatenlijsten onder de in het vooruitzicht gestelde regel te laten vallen, rijst de vraag hoe die regel toegepast zal kunnen worden, aangezien in het vierde lid, voor het bepalen van het aantal voor te dragen kandidaten, niet met veelvoud van drie wordt gewerkt.

De tekst dient hoe dan ook aldus verduidelijkt te worden dat aangegeven wordt hoe bepaald moet worden tot welke taalgroep een persoon behoort.

b) In het derde lid wordt voorts bepaald dat de kandidatenlijsten worden opgemaakt "(met) naleving van de ordonnantie van 5 juli 2001, tot wijziging van de ordonnantie van 27 april 1995 houdende invoering van een evenwichtige

.../...

vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in adviesorganen, met name dat ten hoogste twee derden van de leden van een adviesorgaan van hetzelfde geslacht is".

De vraag rijst of de steller van het ontwerpbesluit twee onderscheiden regels van de voornoemde ordonnantie van 27 april 1995 niet verward heeft: enerzijds die welke vervat is in artikel 2, § 1, dat "telkens (als) in een adviesorgaan één of meerdere mandaten ten gevolge van een voordrachtprocedure te begeven zijn, ... per mandaat, door elke voordragende instantie, de kandidatuur van minstens één man en één vrouw voorgedragen (dient) te worden" en, anderzijds het beginsel vermeld in artikel 3, § 1, dat alleen geldt voor de benoeming van de leden van adviesorganen, krachtens welk beginsel "ten hoogste twee derden van de leden van een adviesorgaan ... van hetzelfde geslacht (is)".

Hoe dan ook is de voormelde ordonnantie van 27 april 1995 uit zichzelf van toepassing. Er bestaat geen grond om in het ontworpen besluit aan die ordonnantie te herinneren.

Artikel 4

1. In onderdeel 1/ van het eerste lid dient het woord "nationaal" door het woord "federaal" te worden vervangen.

2. Onderdeel 3/ van het eerste lid voorziet in een onverenigbaarheid met de hoedanigheid van "provinciaal senator" of van "gecoöpteerd senator".

Er bestaat geen "provinciaal senator" meer.

Iedere senator is bovendien houder van een federaal kiesmandaat, zelfs indien hij geen rechtstreekse verkozene is, zodat de in onderdeel 3/ bedoelde onverenigbaarheid reeds in onderdeel 1/ wordt vermeld.

De onderzochte bepaling dient dus te vervallen.

3. In de Franse tekst van onderdeel 4/ van het eerste lid moeten de woorden "aide sociale" worden vervangen door de woorden "action sociale".

Artikel 5

1. In de eerste zin van het eerste lid is het niet duidelijk om welke aanvaardbare reden, in het licht van het grondwettelijke beginsel van gelijkheid voor de wet, de tekst geen melding maakt van het geval waarin een als onafhankelijk expert aangewezen lid van de Commissie lid wordt van een van de adviesinstanties vermeld in artikel 3 en hierdoor, krachtens artikel 4, tweede lid, geen deel meer mag uitmaken van de Commissie.

2. Het derde lid moet aldus worden aangevuld dat de betrokkenen in staat gesteld worden hun opmerkingen kenbaar te maken.

Artikel 10

1. De vraag rijst om welke aanvaardbare reden, in het licht van het grondwettelijke beginsel van gelijkheid voor de wet, de ontworpen tekst een onderscheid maakt tussen enerzijds de gevallen waarin de Commissie alleen geldig beraadslaagt indien ten minste de helft van de leden aanwezig is en anderzijds de gevallen waarin het quorum op slechts een derde van de leden is vastgesteld.

Het aldus gemaakte onderscheid houdt allicht verband met de omstandigheid dat in sommige gevallen de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie over een termijn van negentig dagen ⁴ beschikt om haar adviezen te geven, terwijl in andere gevallen deze termijn dertig dagen bedraagt ⁵. Het is immers denkbaar dat het quorum in de laatstgenoemde gevallen minder bedraagt dan in de eerste gevallen. Indien dit

⁽⁴⁾ Zie artikel 18, § 5, artikel 25, § 5, en artikel 35, § 2, tweede lid, van het BWRO.

⁽⁵⁾ Zie artikel 7, tweede lid, artikel 18, § 1, derde lid, artikel 25, § 1, derde lid, artikel 33, § 1, derde lid, artikel 49, vierde lid, en artikel 89, § 2, derde lid, van het BWRO.

daadwerkelijk het in aanmerking genomen criterium is om het onderscheid te wettigen, moet worden vastgesteld dat het ontworpen tweede lid weliswaar het quorum op een derde vaststelt in verschillende van de gevallen waarin de termijn waarover de Commissie beschikt dertig dagen bedraagt ⁶, maar dat geen melding wordt gemaakt van alle gevallen waarin deze termijn van toepassing is ⁷. Bovendien rijst de vraag waarom de ontworpen tekst het quorum op een derde vaststelt in het geval waarin de Commissie niet a priori door een bepaalde termijn gebonden is ⁸.

De tekst moet op dit punt worden herzien.

2. In het derde lid zijn de woorden "binnen de week" dubbelzinnig; het is verkieslijk de termijn in dagen uit te drukken ⁹.

Artikel 11

De precieze draagwijdte van de woorden "onverminderd artikelen 9 en 10" komt niet duidelijk tot uiting.

Indien de steller van het ontwerp bedoelt dat de regering, door de termijn te bepalen waarin de Commissie haar advies moet geven, ervoor moet zorgen dat de bepalingen van de artikelen 9 en 10 in acht genomen worden dient de tekst in deze zin te worden geredigeerd.

⁽⁶⁾ Namelijk de gevallen bedoeld in artikel 49, vierde lid (en niet vijfde lid, zoals verkeerdelijk in de ontworpen tekst aangegeven wordt) en in artikel 89, § 2, derde lid, van het BWRO.

⁽⁷⁾ Hoe staat het aldus met de gevallen bedoeld in artikel 7, tweede lid, artikel 18, § 1, derde lid, artikel 25, § 1, derde lid, en artikel 33, § 1, derde lid, van het BWRO ?

⁽⁸⁾ Zie artikel 73 van het BWRO.

⁽⁹⁾ Zie, wat het begrip "dag" betreft, *"Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten"*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 95, a).

Artikel 16

Gelet op de bij artikel 18 van het ontwerp vastgestelde inwerkingtreding zijn de woorden "op 1 januari 2010" overbodig en dienen ze te vervallen.

Artikelen 17 en 18

De uitvoeringsbepaling en de bepaling die de inwerkingtreding regelt, moeten van plaats worden verwisseld.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
	G. DELANNAY,	toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

G. DELANNAY

P. LIÉNARDY